

Présentation

« *Il più cinico de' popolacci* »

« La nature des peuples est d'abord cruelle, puis sévère, puis clément, puis délicate et, pour finir, dissolue¹. »

« Les destinées d'une époque sont manipulées selon des visions restreintes, des buts immédiats, des ambitions et des passions personnelles de petits groupes actifs, et la masse des hommes l'ignore, parce qu'elle ne s'en préoccupe pas. Mais les faits qui ont mûri finissent par émerger ; [...] et alors il semble que ce soit la fatalité qui emporte tout et tous, il semble que l'histoire ne soit qu'un énorme phénomène naturel, une éruption, un tremblement de terre, dont tous sont victimes, celui qui l'a voulu et celui qui ne l'a pas voulu, celui qui savait et celui qui ne savait pas, celui qui était actif et celui qui était indifférent. Et ce dernier s'irrite, il voudrait se soustraire aux conséquences, il voudrait qu'il apparaisse clairement que, lui, il n'a pas voulu, qu'il n'est pas responsable. Certains pleurnichent piteusement, d'autres blasphèment de façon obscène, mais personne ou si rares sont ceux qui se demandent : si moi aussi j'avais fait mon devoir, si j'avais essayé de faire valoir ma volonté, mon avis, serait-il arrivé ce qui est arrivé ? [...] La plupart d'entre eux, au contraire, devant les événements accomplis, préfèrent parler de faillite des idéaux, de programmes définitivement écroulés et autres semblables amabilités. Ils recommencent ainsi à s'absoudre de toute responsabilité². »

1. Giambattista Vico, *La science nouvelle* (prés. A. Pons), Paris, Fayard, 2001 [1744].

2. Antonio Gramsci, *La cité future* (prés. A. Tosel), Paris, Éditions Critiques, 2017 [1917], pp. 66-67.

Depuis les élections législatives du 5 mars 2018, d'où est issu le premier gouvernement « antisystème » d'Europe, composé d'un « parti pirate » ancré à gauche, le Mouvement cinq étoiles (M5S), et d'un parti ultranationaliste ancré à l'extrême droite, la Ligue, l'Italie est sous le feu des médias. Bien que les projecteurs soient tous braqués sur cette coalition politique inédite (par ailleurs en voie d'éclatement³), les causes historiques et sociologiques ayant présidé à son émergence restent, quant à elles, assez méconnues. Cela doit beaucoup à la manière dont l'Italie, depuis longtemps déjà, est scrutée en Europe. On la regarde avec un mélange de stupeur, de fascination et d'amusement, en considérant souvent ce qui lui arrive comme un lot d'étrangetés. Mais le rire se fait amer lorsque les expériences qui voient le jour en Italie se répètent dans d'autres pays du monde, pourtant au plus loin de l'exotisme méditerranéen du *bel paese*. Et aux Italiens de rétorquer à leurs observateurs étrangers, dans ce registre que l'anthropologue Michael Herzfeld a appelé la « *cultural intimacy*⁴ », que ce n'est pas l'Italie qui est bizarre, mais le monde qui est devenu italien ! S'il fallait, comme s'y essaya Nicolas Machiavel en comparant les psychologies des peuples européens⁵, caractériser les Italiens par un trait d'esprit, ce serait celui-là : se moquer sans cesse de leur pays, mais n'autoriser personne d'autre à le faire.

Il faut le reconnaître, l'Italie est plus souvent qu'on ne croit le « papier tournesol » des tendances générales traversant la grande majorité des pays occidentaux développés. Prenons les évolutions politiques. En Italie se concrétisent aujourd'hui des tendances lourdes, propres aux démocraties représentatives néolibérales en Europe :

3. À la suite de désaccords sur le projet de TGV Turin-Lyon, considéré comme écologiquement irresponsable par le M5S et économiquement nécessaire par la Ligue, celle-ci a officiellement retiré son soutien au gouvernement le 7 août 2019 en réclamant des élections anticipées. Les articles de ce numéro ont été écrits avant l'été 2019.

4. Michael Herzfeld, *L'intimité culturelle. Poétique sociale dans l'État-nation*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2008 ; Michael Herzfeld, « La pratique des stéréotypes », *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, vol. 32, n°121, 1992, pp. 67-77.

5. Nicolas Machiavel, *L'art de la diplomatie. La France et l'Allemagne*, Paris, Perrin, 2018.

l'obsolescence des partis traditionnels, sociaux-démocrates (centre-gauche) et libéraux-conservateurs (centre-droit) ; l'émergence d'une nouvelle gauche « pirate » ou « populiste », suivant les désignations, et le déclin de la gauche traditionnelle, socialiste et communiste ; l'ascension d'une nouvelle droite extrême, ultranationaliste, xénophobe et post-fasciste. Regardons les évolutions de la société italienne. Elles répondent, comme en un jeu de miroirs, aux tendances profondes du capitalisme néolibéral globalisé, dont l'avant-poste européen est le binôme Commission européenne – Banque centrale européenne. L'Italie a subi de plein fouet les conséquences de la crise capitaliste des *subprimes* (2008) : la précarisation massive des jeunes et leur manque de perspectives d'avenir dans un pays où le chômage des 18-25 ans est de 30% et où les 25-34 ans monopolisent les contrats précaires (3 millions) ; le gouffre croissant de la pauvreté absolue et relative dont souffre la population, avec 20% de pauvreté actuelle et 10% de risque de pauvreté ; la hausse spectaculaire des inégalités économiques (10% des plus riches détenant 55% de la richesse nationale) qui alimentent la fracture sociale entre le Nord et le *Mezzogiorno*. Scrutons, enfin, les évolutions démographiques et culturelles. L'Italie illustre aujourd'hui parfaitement les effets produits dans le vieux continent par la non-prise en charge politique de la plus grande crise démographique et culturelle du vingt-et-unième siècle : la crise des migrants. Privé de politiques publiques d'intégration et de dialogue interculturel, le pays subit un cocktail explosif entre les dégâts du capitalisme néolibéral et la densification des flux migratoires, qui a préparé le terrain à la banalisation publique du racisme et de la xénophobie.

Voici donc un pays dans lequel les trois faces de la *même* crise — celle que traversent aujourd'hui les démocraties néolibérales — apparaissent dans leur clarté cristalline, tout en se trouvant réunies dans une sorte d'instantané photographique. L'Italie est un laboratoire de notre extrême contemporanéité⁶. Un laboratoire dans lequel les pires tendances de notre temps entrent en collision avec des

6. Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Champs Flammarion, 1999.

transformations qui, sans annoncer un avenir meilleur, trahissent toutefois un potentiel de changement et d'innovation.

Laboratoire des tendances historiques de notre présent, l'Italie l'a souvent été par le passé. C'est là que, pour la première fois en Europe, le totalitarisme a été expérimenté comme projet de gouvernement et d'État ; là encore que le terme « totalitarisme » a été inventé — par Antonio Gramsci — pour décrire le parti fasciste. C'est la plus connue d'une longue suite d'expérimentations historico-politiques qui remontent, au moins, à la Renaissance. Peut-être la première fut-elle le système du mécénat des seigneuries et de la papauté, et son institution centrale, le « salaire de la vertu » : une sorte de « rente de création » que le Prince accordait à l'artiste pour financer son effort créateur, soustraite à toute injonction à produire. De manière anachronique, on pourrait y voir aujourd'hui la préfiguration du régime contemporain de l'intermittence, lui aussi ambitionnant de soustraire le « travail créateur » aux codes de l'activité marchande, productive et rentable⁷. Ont suivi d'autres expérimentations. La gauche communiste italienne des années 1960 et 1970 en fut une à elle seule, entre l'opéraïsme, l'eurocommunisme — première synthèse historique d'une perspective anticapitaliste et d'une ambition fédéraliste —, et l'« autonomisme », qui préfigure à bien des égards l'utopie contemporaine des ZAD⁸.

Dans les années 1990, l'Italie fut le premier pays européen à expérimenter les conséquences politiques de la prolifération de nouvelles demandes citoyennes de transparence, de moralisation et d'« *accountability* » dans l'action publique, à l'origine d'une transformation structurelle des démocraties⁹. Elle a aussi été le

7. Federico Tarragoni, « Salaire de la vertu, salaire de la libéralité », dans Éléonore Le Jallé et Fiona McIntosh-Varjabédian (dir.), *Libéral, libéralité, libéralisme : histoire et enjeux philosophiques, culturels et littéraires*, Paris, Éditions Honoré Champion, 2018, pp. 199-216.

8. Mario Tronti, *Nous, opéraïstes. Le roman de formation des années soixante en Italie*, Paris, Éditions de l'Éclat, 2013 ; Marcello Tari, *Autonomie ! Italie, les années 1970*, Paris, La Fabrique, 2011.

9. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.

premier pays à connaître une médiatisation massive des scandales de corruption de la classe dirigeante lors de l'opération Mains propres (1992), et à voir ainsi naître le premier parti anti-corruption européen, « L'Italia dei Valori » (L'Italie des valeurs), qu'on pourrait considérer comme la matrice des « partis pirates » actuels. Peu après, avec le berlusconisme, l'Italie a accueilli la première forme de démagogie télévisuelle et institutionnalisée, promise à une longue postérité mondiale, avec l'élection à la Présidence française de Nicolas Sarkozy et à la Maison Blanche de Donald Trump — anticipant ainsi une autre évolution structurelle des démocraties contemporaines, que le politiste Bernard Manin appelle la « démocratie d'opinion », fondée sur la greffe entre la relation de représentation et l'opinion publique médiatique¹⁰. Silvio Berlusconi l'a testée en premier ; nous en pâtissons aujourd'hui partout en Europe. Une dernière expérimentation, moins connue, est la transformation néolibérale du travail. Dans les années 1980, le pays a connu en premier les conséquences massives de la flexibilisation néolibérale ; c'est en Italie que le travail précaire a pour la première fois été pensé et conceptualisé, et que sont nées les premières plateformes de résistance politique à la précarisation. Expérimentation paradoxale pour le seul pays d'Europe à avoir inscrit (en 1948) le droit au travail à l'article premier de sa Constitution : « L'Italie est une République démocratique fondée sur le travail. »

En tant que pays-laboratoire, l'Italie est ainsi, et indissociablement, un pays de contradictions. L'ancien tend à y faire obstacle au nouveau — comment en serait-il autrement dans une nation qui vit de la gloire de temps révolus ? — tandis que le nouveau acquiert bien souvent un potentiel disruptif, voire destructif. Dans ce pays arrimé à son passé intemporel, le nouveau ne cesse d'interpeller, et d'agir avec toute sa force émancipatrice ou dévastatrice. C'est cette singularité qui en fait un pays si intéressant et souvent peu compris. Car de la singularité à la bizarrerie, à l'exceptionnalisme, et

10. Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Champs Flammarion, 1995.

finalement à l'exotisme, il n'y a qu'un pas. Les Italiens, on se l'entend souvent dire, sont si étranges !

Faire l'archéologie d'un énoncé si répandu nous ferait remonter très loin. Dans un essai de 1824 intitulé *Discours sur l'état actuel des mœurs des Italiens*¹¹, le poète Giacomo Leopardi en livre une sorte d'épuration. Son projet ressemble à celui d'Alexis de Tocqueville sur les États-Unis, ou d'Astolphe de Custine sur la Russie : brosser, en toute neutralité, le « portrait » social, moral et politique d'un pays, à partir de sa situation présente. Mais le jugement général qui traverse l'essai est totalement partisan et absolument disqualifiant. Les pays européens les plus avancés, comme la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, « possèdent, écrit Leopardi, un principe conservateur de la morale et donc de la société qui, bien qu'il paraisse mince et presque vil par rapport aux principes moraux et aux grandes illusions qui se sont perdus, est toutefois d'un grand effet. Ce principe, c'est la société elle-même ». Ce ne serait pas le cas de l'Italie : « Les Italiens aiment mieux la vie que des intérêts politiques, qui ne les touchent guère, parce qu'ils n'ont point de patrie. Souvent aussi l'honneur chevaleresque a peu d'empire au milieu d'une nation où l'opinion et la société qui la forme n'existent pas. [...] Les idées de considération et de dignité sont beaucoup moins puissantes, et même beaucoup moins connues [...] en Italie, que partout ailleurs. L'absence de société et d'opinion publique en est la cause¹² ». D'où la conclusion, qui semble s'imposer d'elle-même : « Les classes supérieures d'Italie sont les plus cyniques de toutes leurs égales dans les autres nations. La populace italienne est la plus cynique des populations ».

Il più cinico de' popolacci. Il serait facile de rapporter cette prise de position aux déceptions d'un romantique qui ayant connu les premières lueurs du *Risorgimento* constate, à la lumière de ses échecs, les difficultés à réaliser l'unité italienne qui ne se produira qu'en 1861. Toujours est-il qu'au-delà de ce contexte, le *topos* du « retard italien » sera précisément ce qui justifiera par la suite ce regard exotisant sur l'Italie. Celle-ci devrait ses malheurs à sa société, dont la

11. Paris, Allia, 2012.

12. *Ibid.*, pp. 162-163.

corruption renverrait quant à elle à un retard historique et civilisationnel. Le retard se voit ainsi naturalisé, dans un jugement misérabiliste et condescendant que les élites du pays n'auront de cesse de reprendre tout au long de l'époque contemporaine. Le même jugement a été remobilisé face au gouvernement M5S-Ligue. Il suffit de penser aux déclarations du commissaire européen au budget, Günther Oettinger, à l'issue du fatidique scrutin du 5 mars 2018. « Les marchés vont apprendre aux Italiens à bien voter », a-t-il déclaré sans ambages : « Je suis inquiet et je m'attends à ce que dans les semaines à venir les conséquences pour l'économie de l'Italie soient si draconiennes que cela pourrait être un signal dissuadant les électeurs de choisir des populistes de gauche et de droite¹³. » Les Italiens, ces « mauvais élèves » de l'Europe ; ce peuple qui doit encore « tout apprendre » de la politique, de l'économie, de la culture.

Ce jugement ne résout en rien les problèmes du pays, non plus que ceux qu'il pourrait créer dans le contexte européen. Car ce n'est justement rien d'autre qu'un jugement. Derrière l'idée reçue que l'Italie serait aux antipodes de la civilisation moderne, étatique, capitaliste et démocratique, se cache la méconnaissance profonde de son histoire et de sa culture. Car ce pays « à la plus cynique des populaces » et aux mœurs politiques dissolues, a été *de facto* l'un des inventeurs de la politique moderne. Qu'on se rappelle les réflexions de l'historien des idées Quentin Skinner sur l'invention du politique au cœur de l'« humanisme civique » des premiers *comuni* italiens, ou celles de Machiavel sur la naissance, au sein des premières révoltes sociales italiennes (les Ciompi de 1378), d'une conflictualité démocratique¹⁴. C'est dans un pays sans État-nation, et à la populace tumultueuse, que les catégories à l'aide desquelles nous pensons encore aujourd'hui la politique ont été codifiées. Cela mérite de ne pas être oublié, et d'être médité, encore et encore.

13. *Le Monde*, 30 mai 2018.

14. Quentin Skinner, *Les fondements de la pensée politique moderne*, Paris, Albin Michel, 2009 ; Nicolas Machiavel, *La révolte des Ciompi*. Suivi de Simone Weil, *Un soulèvement prolétarien à Florence au XIV^e siècle*, Toulouse, Éditions CMDE, 2013 [1532].

C'est pourquoi la thèse exotisante de l'exceptionnalisme italien, que l'on trouve derrière tous les jugements d'hier et d'aujourd'hui pointant le retard du pays, empêche de penser sérieusement la singularité de l'Italie. Car une chose est sûre : sans être exceptionnelle, l'Italie a dans son développement historique suivi une trajectoire tout à fait singulière. La compréhension positive de cette singularité a été la tâche d'une branche importante de la philosophie italienne — la philosophie de l'histoire — qui, avec Giambattista Vico, Benedetto Croce et Antonio Gramsci, a profondément influencé le développement des sciences sociales dans le pays. Avec ses nombreux écarts par rapport aux trajectoires « normales » des autres pays développés, l'Italie a constitué pour les sciences sociales italiennes un objet d'observation privilégié ; plus encore, elle a fourni la base d'une connaissance singularisée et singularisante de l'histoire. C'est ainsi qu'il faut penser l'Italie et *à partir de* l'Italie : qu'est-ce que la sociogenèse de l'État lorsqu'on l'observe du point de vue d'un État inachevé ou corrompu ? Qu'est-ce que la formation d'une nation lorsqu'on l'observe du point de vue d'une « nation régionalisée », autrement dit d'une société où les identités régionales comptent autant sinon plus que l'identité nationale dans la construction des citoyens ? Qu'est-ce que « l'autonomie du politique » des démocraties modernes, lorsqu'on l'observe du point de vue d'un pays où la démocratie a dû composer avec la présence étouffante de l'Église ? Qu'est-ce qu'une « société développée », lorsqu'on l'observe du point de vue d'une société divisée entre un Nord industriel et dynamique et un Sud paysan plongé dans l'exclusion ? Et aujourd'hui, qu'est-ce que le populisme et le nationalisme du point de vue d'un pays où ces deux traditions politiques, qu'il convient de différencier¹⁵, ont conduit à réinventer de toutes pièces les manières de faire la politique ?

Il s'agit, en d'autres termes, de faire pivoter le regard exotisant sur lui-même, afin de saisir la singularité du cas italien et, surtout, ce qu'elle nous apprend des évolutions de l'Europe, de l'Occident, du monde ; du néolibéralisme, du capitalisme et de la démocratie. C'est

15. Federico Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, Paris, La Découverte, 2019.

le défi de ce numéro de la revue *Tumultes*. Pour le relever, il convoque de façon interdisciplinaire les regards de la sociologie, de l'anthropologie, de la science politique, de l'histoire et de la philosophie politique. Surtout, il fait une large place aux sciences sociales italiennes, avec un important travail de traduction. Gageons que ces perspectives italiennes sur l'Italie mettront à mal bon nombre de stéréotypes sur nos voisins transalpins.

Le numéro est organisé en trois sections qui reprennent les trois dimensions fondamentales du « laboratoire italien » : les évolutions sociales, pensées à travers les mutations que connaissent les rapports de classe, de race et de sexe ; les évolutions politiques, abordées par le biais de la transformation des utopies, des idéologies et des systèmes politiques ; les évolutions culturelles, analysées à partir des représentations politiquement structurantes de l'étranger et de la nation.

La première section, intitulée « Nouveaux rapports de classe, de race et de sexe », s'ouvre avec l'article de la sociologue Mirella Giannini qui s'interroge sur les dynamiques sociales de la précarisation des jeunes. S'appuyant sur les résultats d'une enquête de terrain portant sur la vie quotidienne des couples précaires au Nord et au Sud, la sociologue pointe les conséquences néfastes de l'activité irrégulière et intermittente sur l'organisation du quotidien, ainsi que les résistances que les travailleurs précaires opposent, le cas échéant, à leur fragilisation existentielle. Giannini esquisse deux modes de résistance à la précarisation, l'un « en mineur », l'autre « en majeur » : la résistance « digne », qui se limite à la sphère privée, et la résistance « performative » qui en est une modalité publique et revendicative.

Dans la contribution qui suit, les sociologues Vando Borghi et Devi Sacchetto abordent un autre sujet brûlant de l'actualité italienne : la crise des migrants et ses relations ambivalentes avec la nouvelle question sociale posée par le travail. Ils cherchent à lier deux processus sociaux que l'on aborde souvent, lorsqu'on scrute l'Italie depuis l'étranger, de façon dissociée : la banalisation du racisme et de la xénophobie envers les migrants et l'intégration de la force de travail issue de l'immigration dans la population active. Ils parviennent à la

conclusion suivante : le système capitaliste italien « se nourrit d'une re-stratification continue de la main-d'œuvre », qui engendre un climat social de défiance généralisée dans lequel les travailleurs se sentent « structurellement différents sur le plan subjectif ». L'analyse des pratiques de syndicalisation de la main-d'œuvre issue de l'immigration apporte une nuance à ce constat de « guerre des pauvres » qui explique, du moins en partie, la recrudescence du racisme dans le pays.

Le politiste Massimo Prearo clôt cette première section. Il dissèque les raisons profondes qui ont conduit à l'émergence d'une « entreprise néocatholique » visant les minorités LGBTQI+. Née au sein du mouvement La Manif pour tous Italia, pourtant beaucoup moins important que son pendant français, la contestation anti-genre trouve aujourd'hui dans la Ligue un canal politique privilégié. Le parti au pouvoir a donné visibilité et poids à cette mobilisation traditionaliste et régressive sur le plan des droits (relatifs notamment au divorce et à l'IVG, introduits respectivement en 1970 et 1978). Le « Congrès mondial de la famille traditionnelle » qui s'est tenu en mars 2019 à Vérone, sous les bons auspices du ministre *leghista* de la Famille, est l'aboutissement de ce processus.

Le texte de l'historien Alessandro Stella ouvre la deuxième section, intitulée « Utopies d'hier, idéologies d'aujourd'hui ». Dans cet article au registre d'écriture hybride, mi-analytique, mi-personnel, proche de l'« égo-histoire », Stella aborde un autre aspect de l'actualité italienne : la liquidation de la gauche radicale comme utopie, projet et mode d'action politique. Il revient sur ce moment d'invention des possibles que furent les années 1960 et 1970, et sur les raisons profondes qui, au cours des années 1980, ont conduit à refermer progressivement cette parenthèse porteuse d'alternatives. Avec la catastrophe des années 1980, la chute du mouvement révolutionnaire ayant, pour reprendre ses mots, entraîné « une déprime généralisée », c'est toute la société italienne qui change : ses conflits internes, ses contradictions structurelles, ses représentations de la politique.

Suivent deux entretiens, qui donnent à entendre la voix de deux remarquables analystes de la situation italienne, les historiens Enzo Traverso et Marc Lazar. Tous deux cherchent à situer la crise italienne contemporaine dans une perspective temporelle large, en en faisant remonter les causes et la genèse à l'évolution de la « Première » et de la « Seconde République » (1948-1994 et 1994-2018). Enzo Traverso, spécialiste des gauches radicales et de l'utopie révolutionnaire aux dix-neuvième et vingtième siècles, impute la crise actuelle à l'auto-liquidation du Parti communiste italien (PCI) à la fin des années 1980, et à la reconstruction postérieure du capitalisme néolibéral, puis à sa capacité extraordinaire de régénération dans le souverainisme d'extrême droite. Marc Lazar, spécialiste de l'histoire italienne du vingtième siècle, se centre quant à lui sur les évolutions des partis politiques. Situait la genèse de la crise actuelle dans ce « choc sociétal » que fut l'accroissement des flux migratoires en 2015, il voit son origine lointaine dans la plaie toujours ouverte de la corruption de la classe dirigeante, médiatisée par le scandale « Mains sales ». L'idéologie hybride du gouvernement en place — anti-corruption et xénophobe — serait symptomatique, selon lui, d'une évolution profonde de la démocratie vers ce qu'il appelle une « peuplecratie ».

L'article de Mathias Sabourdin clôt cette deuxième section. Ce chercheur en études cinématographiques analyse les répercussions des crises socio-politiques des cinquante dernières années sur l'imaginaire des cinéastes de la péninsule. Adoptant une vision diachronique, il montre les évolutions du « cinéma politique » — l'une des singularités stylistiques du cinéma italien tel qu'il est vu de l'étranger —, entre la filmographie d'Elio Petri, auteur de *La classe ouvrière va au paradis*, et celle de Paolo Sorrentino, dont les catégories politiques sont désormais ajustées à une Italie berlusconienne et désabusée.

La troisième section, intitulée « Représentations de l'étranger, images de la nation », s'ouvre avec un entretien à trois voix sur l'euro-fédéralisme italien. La politiste Aliénor Ballangé interroge la persistance dans l'imaginaire politique national de cette utopie, dont les antifascistes italiens Altiero Spinelli, Ernesto Rossi et Eugenio Colomi comptèrent, avec le Manifeste de Ventotene de 1941, parmi

les inventeurs. Elle a mené un entretien avec trois protagonistes actuels de l'euro-fédéralisme italien : Luisa Trumellini et Paolo Vacca du Mouvement fédéraliste européen, et Pier Virgilio Dastoli du Groupe Spinelli du Parlement européen. Ballangé les questionne sur l'actualité, en Italie, de l'utopie d'une « Europe libre, démocratique et unie », tandis que se lève un vent europhobe, que ce soit pour critiquer les ingérences bruxelloises dans la politique de contrôle des frontières, ou en matière de politique budgétaire.

La sociologue Laura Odasso montre comment les politiques migratoires de l'actuel gouvernement, impulsées par la Ligue, s'inscrivent dans la continuité d'une histoire souvent passée sous silence, qui remonte aux ambitions coloniales italiennes et se nourrit de l'insécurité socio-économique croissante dans le pays. C'est ainsi l'« hétérophobie », « l'usage des différences, réelles ou construites, pour justifier des pratiques stigmatisantes envers des minorités », qui « légitime le contrôle accru des étrangers pour le “bien de la nation” ». Ce contrôle pénètre jusqu'aux relations quotidiennes, comme la sociologue le montre en analysant les stéréotypes mobilisés à l'encontre des couples binationaux et mixtes, formés par des Italien-ne-s et des étranger-e-s.

En s'appuyant sur une enquête ethnographique menée dans les sections locales de la Ligue dans le Nord de l'Italie, la sociologue Elisa Bellè analyse ensuite les représentations politiques des militants de ce parti en plein chamboulement depuis quelques années. Décryptant le passage de l'ancienne formation régionaliste (Ligue du Nord) au parti ultranationaliste de Matteo Salvini, elle montre que, du point de vue de la relation aux migrants, le changement a été de pure façade. La « nation » des militants de l'ancienne Ligue du Nord s'apparentait *déjà* à une communauté (certes territoriale, la « Padanie ») à protéger d'ennemis extérieurs : une « communauté territoriale construite dans le registre de l'ordre, de la sécurité, de la défense face à des altérités menaçantes ».

Le numéro s'achève sur une conférence du philosophe Roberto Esposito, intitulée « *Unfinished Italy* » et traduite de l'italien. Ce texte clôt parfaitement — quoique temporairement — ce dossier italien, car

il approfondit un élément central, bien que souvent ignoré, de la nature de « laboratoire » de ce pays. Si l'Italie a été et continue d'être un laboratoire des évolutions sociales, politiques et culturelles de l'Europe et du monde, c'est que son histoire est marquée d'un inachèvement constitutif. C'est la philosophie italienne qui nous l'apprend, car ses catégories, ses concepts, son *épistémè* ont été depuis la Renaissance élaborés dans l'observation persistante de leur lieu de gestation, si singulier dans le paysage européen. Le concept d'« inachèvement », si important pour la philosophie italienne de l'histoire entre Vico et Gramsci, est la clé de voûte de cet « *épistémè* italien » qu'il ne s'agit, bien sûr, ni de réifier ni d'essentialiser.

Le ton global qui se dégage de ce numéro pourrait être résumé comme une « inquiétude critique » vis-à-vis de l'actualité italienne, une inquiétude réflexive qui ne verse toutefois jamais dans le catastrophisme. « Il faut, écrivait Gramsci en 1932, attirer violemment l'attention sur le présent tel qu'il est si l'on veut le transformer. Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté¹⁶. » C'est précisément l'ambition de ce dossier. La situation italienne relève en effet d'un moment charnière, dans lequel s'expriment des tentations nationalistes et néofascistes qu'il faut pointer, et des demandes authentiques de démocratisation qu'il ne faut surtout pas occulter. L'intelligence et la critique doivent pondérer la part des unes et celle des autres ; mais ce n'est que par l'action, par l'« optimisme de la volonté », qu'on peut combattre les unes et contribuer à satisfaire les autres.

Federico Tarragoni

16. Antonio Gramsci, *Gramsci dans le texte* (éd. F. Ricci et J. Bramant), Paris, Éditions sociales, 1975 [1932], p. 583.